

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 19/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GARDET ET DE BEZENAC

582, rue des Tilleuls
Lieu-dit Le Gal
76970 GRÉMONVILLE

Références : UDRD.2024.01.T.50.SB.BrJ
Code AIOT : 0005805127

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement GARDET ET DE BEZENAC implanté 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 GRÉMONVILLE. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de l'action nationale relative à la traçabilité des déchets 2023, l'inspection s'est rendue le 28 novembre 2023 sur le site de la société GARDET ET DE BEZENAC situé au n° 582, rue des Tilleuls à GRÉMONVILLE (76970), afin de s'assurer de la traçabilité des déchets, notamment les déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) transitant sur la zone dite « déchetterie » et les déchets dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARDET ET DE BEZENAC
- 582, rue des Tilleuls Lieu-dit Le Gal 76970 GRÉMONVILLE
- Code AIOT : 0005805127
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GARDET ET DE BEZENAC est autorisée par arrêté préfectoral du 23 juillet 2020 pour l'exploitation d'installations de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, de tri, transit et regroupement de déchets, de valorisation des déchets plastiques, de démantèlement d'unités ferroviaires, de traitement de pièces recouvertes de peinture au plomb ou d'amiante et de déchetterie réservée aux professionnels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- vérification de l'utilisation du registre déchets national (article R.541-43-1 du code de l'environnement), et de la procédure d'acceptation des déchets (certaines prescriptions annexées à l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 et à l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2020).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|--|
| 1 | Traçabilité des déchets | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1 | Lettre de suite préfectorale demande n° 1 demande n° 2 | 1 mois A compter de la notification de la lettre de suite |
| 2 | contrat-type éco-organisme agréé | Arrêté Ministériel du 01/01/2022, article R. 543-200-1 | Lettre de suite préfectorale demande n° 3 | 1 mois |
| 3 | Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié | Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I | Lettre de suite préfectorale demande n° 4 | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|---|--|---|
| 5 | Porter-à-connaissance | Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.7.1 | Lettre de suite préfectorale demande n° 5 | A compter de la notification de la lettre de suite |
| 7 | Déchets dangereux | Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.9.4 | Lettre de suite préfectorale demande n° 6 | A compter de la notification de la lettre de suite |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 6 | Déchets | Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.3.6 | Sans objet |
| 8 | Déchetterie | Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.10.2 | Sans objet |
| 9 | Entretien des moyens d'intervention | Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.5.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une attention particulière est attendue quant à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) :

- entreposage approprié des gros électroménagers froids « debout » et sans empilement ;
- transmission du contrat de reprise avec l'éco-organisme Eco-systèmes en cours de validité et sur la traçabilité des déchets :
- enregistrement des terres et cailloux (code 20 02 02 et 17 05 04) transitant sur le site dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) ;
- correction des erreurs d'unités dans Trackdéchets.

Ensuite, si l'exploitant envisage l'installation définitive d'une deuxième tente destinée aux activités ponctuelles de traitement par sablage des pièces couvertes de peinture de plomb ou d'amiante et l'aménagement d'un nouveau bâtiment destiné à accueillir un atelier de chaudronnerie, il devra transmettre au préalable à l'inspection un porter-à-connaissance précisant notamment les caractéristiques des modifications afin de déterminer la procédure d'instruction .

Enfin, le présent courrier vaut prise d'acte concernant l'augmentation des tonnages annuels pour les déchets dangereux et les ferrailles/métaux accueillis au sein de la déchetterie, activité pour laquelle les quantités maximales susceptibles d'être présentes sont inchangées sur le site. Ces modifications revêtent ainsi un caractère notable mais ne nécessitent pas de consultation du public (non substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement) et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement. Le tableau de l'article 5.10.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2020 ainsi modifié est le suivant :

| Types de déchets | Tonnage maximal annuel (en t) |
|---|--------------------------------------|
| Déchets en mélange dont : | - |
| Déchets non dangereux d'activité économique | 700 |
| Papiers, cartons | 200 |
| Journaux, revues, magazines | 100 |
| Pneumatiques (pneus usagés) | 30 |
| Déchets verts | 1500 |
| Plastiques | 100 |
| Déchets dangereux (aérosols, emballages ayant contenu des solvants, peinture...) | 200 (au lieu de 4 t/an) |
| Amiante non friable | 200 |
| Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) | 200 |
| Ferrailles / métaux | 2 500 (au lieu de 250 t/an) |
| Déchets de démolition, rénovation, construction (gravats) | 2000 |
| Bois de classe A (biomasse), B et C | 310 |

Cette modification fera l'objet d'une prescription idoine ultérieurement à l'occasion de la prochaine révision de l'arrêté préfectoral encadrant les activités du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du registre national RNDTS |
| Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; |

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non-dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Constats :

L'exploitant est autorisé à accueillir sur son site un tonnage maximal de 2000t/an de déchets issus de la démolition et de la construction. L'inspection constate sur ce sujet que l'exploitant n'enregistre pas dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) les terres et cailloux (code 20 02 02 et 17 05 04) tel que mentionné dans son registre chronologique des déchets admis. L'inspection constate également que ce registre chronologique n'est pas correctement renseigné, il manque certains numéros de SIRET et l'origine des déchets n'est pas toujours renseignée.

L'inspection constate que les déchets dangereux sont enregistrés sur Trackdéchets via un système développé en interne (API) qui renvoie directement dans la base de données électroniques centralisée « registre national des déchets » sur trackdéchets. Toutefois, il est noté des quantités « aberrantes » dans certaines déclarations de déchets d'accumulateur au plomb, a priori des erreurs d'unités (kg au lieu des tonnes).

Demande n° 1 : l'exploitant procède **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'enregistrement des terres (code 20 02 02 et 17 05 04) dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) en régularisant notamment les données depuis le 1er janvier 2023.

Demande n° 2 : l'exploitant procède **dès à présent** à la correction des quantités de déchets dangereux déclarés sur Trackdéchets, notamment celles relatives aux accumulateurs au plomb s.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : contrat-type éco-organisme agréé

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/01/2022, article R. 543-200-1 |
| Thème(s) : Actions nationales 2023, contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé |
| Prescription contrôlée : Prescription contrôlée I. – Au sens du présent article, on entend par : 1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ; 2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes. II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II. V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1. S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix. Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques. |

| |
|--|
| <p>La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de déchets d'équipements électriques et électroniques (petits appareils en mélange (PAM); gros électroménagers (GEM) froids ainsi que les piles et accumulateurs dans les installations.</p> <p>L'exploitant déclare avoir contractualisé via la société PRAXI, agissant comme gestionnaire pour le compte de l'exploitant, avec les deux éco-organismes Ecologic et Eco-systèmes en vue de la gestion des DEEE.</p> <p>L'exploitant précise que les DEEE (PAM, GEM Froid et hors froid) sont évacués vers sa plate-forme de regroupement de Blaringhem (59) pour être ensuite traités par les filières dûment autorisées.</p> <p>Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel le 11 décembre 2023 une attestation de contrat relatif à la gestion des DEEE avec l'éco-organisme Ecologic en date du 26 avril 2023 pour l'année en cours.</p> <p>L'exploitant a également adressé dans son courriel du 11 décembre 2023, une copie du contrat passé avec l'éco-organisme Ecosystème en date du 1^{er} janvier 2016 dont la validité du contrat (2 ans) est dépassée.</p> <p>L'inspection constate que des DEEE en provenance de la société réseau de transport d'électricité (RTE) sont du matériel informatique et qu'ils ont fait l'objet d'une évacuation sur le site Morphosis à Fécamp pour y être démantelés.</p> <p><u>Demande n° 3 :</u> l'exploitant transmettra <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> à l'inspection le contrat passé avec l'éco-organisme Eco-systèmes en cours de validité.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Respect des dispositions de l'arrêté du 23 novembre 2005 modifié

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I</p> |
| <p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Exigences de transit, regroupement, tri et traitement des DEEE</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs. -couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none"> -la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ; -l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ; -l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses). <p>Les installations de tri et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques répondent aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -elles disposent d'un système de pesée des déchets admis ; |

| |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> -les pièces détachées démontées sont entreposées dans des conditions appropriées ; -les piles et accumulateurs, les condensateurs contenant du PCB/ PCT et autres déchets dangereux, tels que les déchets radioactifs, sont entreposés dans des conditions appropriées ; -elles disposent d'équipements pour le traitement des eaux conformément à la réglementation en vigueur. |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'activité de traitement ni de broyage des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur le site. L'inspection a constaté la présence de DEEE catégorie gros équipements électroménagers produisant du froid (GEM Froid) non correctement entreposés sur l'aire dédiée, à savoir « debout » et sans être empilés afin d'éviter toute détérioration pouvant laisser s'échapper notamment le gaz de refroidissement.</p> <p>Les piles et accumulateurs comme les batteries électriques au lithium des petits appareils sont entreposés dans le local des déchets dangereux à l'abri des intempéries.</p> <p>Les batteries électriques des petits appareils, sont notamment stockées dans des fûts métalliques en présence de vermiculite permettant de les isoler entre elles.</p> <p>Toutes les aires de stockage sont revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et de traitement de type séparateur à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant précise entreposer 2 à 3 caisses palettes de petits équipements électriques et électroniques ménagers (PAM) issus de la chaîne de tri des déchets d'activité économique dans le bâtiment production. Il précise que les quelques PAM apportés par le producteur initial en déchetterie sont systématiquement mis dans les caisses palettes du bâtiment production.</p> <p><u>Demande n° 4 :</u> L'exploitant procède <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> à l'entreposage des GEM Froid dans des conditions appropriées (notamment « debout » et sans empilement) afin d'éviter toute détérioration de ces derniers et de prévenir toute pollution atmosphérique.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 4 : Nature des installations

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article chapitre 1.2</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, Activités Déchetterie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société GARDET et DE BEZENAC Environnement est autorisée à exploiter, sur la commune de GRÉMONVILLE, une installation de traitement, transit de déchets dangereux et non-dangereux répertoriée dans la nomenclature des installations classées sous les rubriques indiquées dans le tableau de l'arrêté d'autorisation susvisé. L'activité « déchetterie » réservée aux artisans et professionnels est régie par les rubriques n° 2710-1 pour les déchets dangereux (limités à 4 tonnes) et la rubrique n° 2710-2 pour les déchets non dangereux (limités à 180 m³).</p> |

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 6 bennes de 30 m³ accueillant divers déchets non dangereux (papier/carton, déchets d'activité économique en mélange (dont du bois), ferraille, fonte, zinc, aluminium) mais également une vingtaine de bacs de déchets de métaux entreposés à l'abri dans le bâtiment principal. Selon l'exploitant, ce sont au maximum 32 bacs de 100 à 600 litres qui sont stockés dans le bâtiment, soit environ 20 m³. Le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation s'élevant ainsi au maximum à 200 m³ (180 + 20) reste inférieur au seuil de 300 m³ pour lequel l'exploitant est déjà autorisé au titre de la rubrique n° 2710-2.

L'inspection constate la présence d'une dizaine de gros électroménagers (GEM) froids (DEEE) (environ 2,5 tonnes) ainsi qu'une caisse palette dédiée au stockage de batteries apportées par le producteur initial (environ 800 kg) sur la déchetterie soit un tonnage global de déchets dangereux susceptibles d'être entreposés inférieur au 4 tonnes autorisées. L'exploitant précise que la caisse palette une fois pleine est transférée sur la zone de stockage des déchets dangereux (dans l'attente d'une évacuation) et remplacée par une caisse vide. L'inspection constate la présence de plusieurs bacs de batteries (provenant de véhicules hors d'usage) entreposés à l'abri dans la zone dédiée au stockage de déchets dangereux ainsi que deux fûts distincts stockant des piles et batteries au lithium usagées de petits appareils électroménagers (en présence de vermiculite pour les isoler les uns des autres). Cette activité est classée sous la rubrique n° 2718-1 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) pour lequel l'exploitant est autorisé à une quantité totale de 1140 tonnes dont 40 tonnes pour les déchets dangereux pour l'environnement (toxique pour les organismes aquatiques, tels que piles, batterie, accumulateurs...). L'inspection constate dans l'état du stock un tonnage total de 31,723 tonnes, soit un tonnage inférieur à la limite autorisée fixée à 40 tonnes.

L'exploitant précise ne pas stocker sur la zone de la déchetterie les petits appareils en mélange (PAM) apportés par le producteur initial, au vu des faibles quantités mais les regroupe dans le bâtiment de production. Selon les dires de l'exploitant, ce sont au maximum 5 caisses palettes (environ 5 m³) dédiées au PAM (ordinateur, jouets électriques et électroniques...) issus du tri des déchets d'activité économique qui sont entreposées dans le bâtiment de production. Cette activité est classée sous la rubrique n° 2711 (transit, regroupement de DEEE) pour lequel l'exploitant est autorisé dans la limite de 800 m³.

Type de suites proposées : sans suites

N° 5 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 1.71

Thème(s) : Autre, modification des installations

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant indique envisager d'installer une deuxième tente pour les activités ponctuelles de traitement de pièces métalliques couvertes de peinture de plomb ou d'amiante, pour le second semestre 2024 ainsi que l'aménagement d'un nouveau bâtiment pour accueillir l'activité chaudronnerie actuellement dans le bâtiment principal.

| |
|---|
| <p>Demande n° 5 : l'exploitant transmettra <u>au préalable</u> à l'inspection les éléments du projet (incidence sur le classement ICPE, évaluation des dangers et inconvénients nouveaux, etc.) afin d'apprécier le caractère substantiel ou non des modifications envisagées et de statuer sur la procédure d'instruction du projet en application des dispositions de l'article R181-46 du Code de l'Environnement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : A compter de la notification de la lettre de suite et avant toute modification des installations.</p> |

N° 6 : Déchets

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.3.6</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, vérification sur place</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute arrivée de déchets au sein de l'une des installations du site fait l'objet des vérifications décrites au présent article. Ces vérifications doivent pouvoir être aisément réalisées à l'arrivée de ces déchets. Le mode de livraison des déchets doit être adapté à l'exercice systématique de ces vérifications.</p> <p>Chaque chargement de déchets fait l'objet d'une inspection visuelle et éventuellement d'un contrôle olfactif avant ou après le déchargement.</p> <p>À cette occasion, les documents suivants sont de plus vérifiés :</p> <p>le cas échéant, les documents requis par le règlement CE 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets,</p> <p>le cas échéant, le certificat d'acceptation préalable en cours de validité,</p> <p>le bordereau de suivi du déchet,</p> <p>tout autre exemplaire original d'un document de suivi qui s'avérerait nécessaire.</p> <p>Par ailleurs le chargement de déchets fait l'objet des vérifications suivantes :</p> <p>mesure de la température si nécessaire,</p> <p>détection de la radioactivité si le déchet est d'origine extérieure au site, c'est-à-dire non produit par l'une des installations de traitement des déchets du site.</p> <p>La vérification sur place a pour objet notamment de vérifier la conformité des déchets réceptionnés avec les informations fournies lors de l'information préalable. Toute livraison de déchets n'ayant pas fait l'objet d'une information préalable est refusée.</p> <p>En cas de non-présentation des documents susvisés ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, le chargement est refusé. L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard 12 heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus de chargement à l'inspection des installations classées, au préfet de Seine-Maritime, au préfet du département du producteur du déchet, au producteur, ou détenteur, du déchet et, si nécessaire, aux différents intermédiaires notés sur le bordereau de suivi.</p> |

| |
|--|
| <p>Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillances appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.</p> <p>Lorsque les déchets sont livrés conditionnés, une vérification de tout chargement individualisé arrivant sur le site est impérative. Le mode de conditionnement doit permettre la libre réalisation de ces vérifications. Il appartient, le cas échéant, à l'exploitant de décider de la nécessité de procéder à un nouveau conditionnement.</p> <p>Lorsque le déchet est définitivement accepté, un accusé de réception est délivré au producteur ou détenteur du déchet</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est attachée à vérifier la procédure de vérification des déchets arrivant sur le site. L'exploitant explique que toute arrivée de déchets sur son site fait l'objet d'une première vérification visuelle par un opérateur, équipé d'un ordinateur de poche (PDA : petit appareil informatique). La benne de déchets passe en premier lieu sous le portique de détection de la radioactivité. Ensuite, l'opérateur scanne le ticket de pesée, prend une photo du déchet et transmet les informations directement dans la base de données informatique du site, ce qui permet de vérifier la conformité des déchets réceptionnés avec le certificat d'acceptation correspondant qui doit être en cours de validité et la fiche d'information préalable. Dans le cas où, il n'y aurait pas de fiche d'information préalable ni de certificat d'acceptation, le déchet serait refusé ou mis en attente de régularisation si le site est autorisé à accueillir ce type de déchet. Le déchet accepté est lui orienté dans la zone dédiée. L'outil informatique permet de renseigner directement le registre chronologique et Trackdéchets pour un déchet dangereux.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Déchets dangereux

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.9.4</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Exploitation des déchets dangereux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quantité de déchets dangereux présents dans l'installation</p> <p>Les déchets dangereux sont déchargés sur l'aire DAE DD après contrôle de leur qualité et des tonnages en stock.</p> <p>Les déchets dangereux présents sur le site ne doivent pas dépasser les seuils fixés dans le tableau du chapitre 5.4 des présentes prescriptions.</p> <p>Exploitation de l'installation de tri, transit, regroupement des déchets dangereux</p> <p>Les déchets en petits contenants sont stockés dans le bâtiment DAE DD, sur racks et en fonction de leur compatibilité. Ils sont reconditionnés en contenant de volume supérieur avant expédition. Un affichage est mis en place et une consigne spécifique d'exploitation est rédigée afin d'informer le personnel sur la compatibilité des déchets et les opérations à réaliser dans le cadre de la manipulation des déchets dangereux.</p> <p>Les opérations de regroupement se font sous hotte aspirante à l'aide de matériel ATEX.</p> <p>Le mélange des déchets dangereux est autorisé dans le seul cadre des opérations de regroupement. Seuls des déchets de même composition peuvent être mélangés.</p> |

| |
|---|
| <p>Les déchets dangereux de type emballages peuvent être broyés avant expédition (à l'aide d'un broyeur lent de 45 kW).</p> <p>Les déchets dangereux en vrac ne font l'objet d'aucun traitement et sont uniquement regroupés.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un état du stock des déchets dangereux présent dans la zone de stockage des déchets dangereux (bâtiment et auvent) à la date de l'inspection du 28 novembre 2023. L'inspection constate que les quantités de déchets dangereux présents simultanément (total de 63 tonnes pour une autorisation à 1140 tonnes) respectent les quantités autorisées. L'inspection n'a pas constaté de déchets d'amiante entreposés dans la zone dédiée au stockage des déchets dangereux. Par contre, la quantité d'amiante stockée et liée à l'activité de désamiantage des unités ferroviaires n'est pas indiquée dans l'état de stock.</p> <p>L'inspection constate que le plan d'agencement de stockage des déchets dangereux est bien affiché. Toutefois, l'inspection constate que des fûts contenant des bases sont stockés dans la zone des acides. Ces derniers ont été immédiatement déplacés le jour de l'inspection, par l'exploitant dans la zone des bases.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté d'activité de broyage de déchets d'emballages dangereux qui sont uniquement regroupés sur le site.</p> <p><u>Demande n° 6</u> : l'exploitant intégrera <u>dès à présent</u> dans son tableau de suivi de l'état du stock de déchet dangereux, la quantité d'amiante présente dans la zone de désamiantage d'unité ferroviaire. L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir le risque de mélanges de produits incompatibles (acides/bases) en cas d'épandage accidentel.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p> |
| <p>Proposition de délais : A compter de la notification de la lettre de suite</p> |

N° 8 : Déchetterie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 5.10.2</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Tonnage annuel autorisé</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accueil des déchets suivants est autorisé au sein de la déchetterie. Les tonnages annuels associés sont définis ci-après :</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les tonnages annuels 2022 associés à la déchetterie (cf tableau de l'article 5.10.2) sont respectés sauf pour les déchets dangereux (88,04 tonnes évacuées comprenant notamment 78,43 tonnes de batteries pour 4 tonnes autorisées) et les ferrailles et métaux (1 627 tonnes évacuées pour 250 tonnes autorisées).</p> <p>L'exploitant demande à ce que ces tonnages annuels soient revus à la hausse : 200 tonnes (au lieu de 4 t) pour les déchets dangereux et 2 500 tonnes (au lieu de 250 t) pour les ferrailles et métaux. Il justifie que les quantités maximales autorisées pouvant être présentes à un instant donné dans la déchetterie relevant des rubriques n° 2710-1 (maximum de 4 tonnes de déchets dangereux) et 2710-2 (maximum de 180 m³ de déchets non dangereux) sont respectées. Il précise qu'il y a de fait, plus d'évacuation de ces déchets, tout en respectant la quantité annuelle globale de déchets reçues : 70 000 tonnes pour les ferrailles et métaux et 3420 tonnes pour les déchets dangereux (dont l'amiante) sur son site.</p> |

De plus, il n'y a pas d'incidence sur les garanties financières, celles-ci étant calculées sur les quantités maximales présentes dans les installations.

L'inspection est donc favorable à la demande de l'exploitant, car les modifications revêtent un caractère notable mais non substantiel des éléments du dossier d'origine au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement. Il est à rappeler que les quantités maximales susceptibles d'être présentes au sein de la déchetterie restent quant à elles inchangées (4t de déchets dangereux et 180 m³ de déchets non dangereux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Electrovanne

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection constate que l'électrovanne est réparée et que la cuve de 8 m³ alimentant les RIA du bâtiment de production est pleine, preuve à l'appui la jauge indiquant une hauteur d'eau à 2 mètres ce qui correspondant à un volume d'eau de 8,59 m³.

Type de suites proposées : Sans suite